

Violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur : dans les couloirs des facs, « on n'est pas sûres que les choses aient réellement changé »

Affiches, plans de communication, mise en place de cellules d'écoute et d'enquête... La lutte contre les violences sexistes et sexuelles est toujours d'actualité et, petit à petit, des dispositifs se mettent en place.

À la fac et dans les écoles, on essaye de faire bouger les choses. Nathan Dumlao

Par [Claire Berthelemy](#)

Le 31 mars 2023 à 13h47, modifié le 4 avril 2023 à 13h52

En octobre dernier, un an après le lancement de son plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur, le ministère a annoncé [le doublement de son budget 2023](#). Avec 21 mesures entre 2021 et 2025, il est ambitieux : MOOCs, [guide de prévention des risques festifs](#), ou encore accompagnement des lancements de cellules de signalement, il a été complété par un appel à projet clôturé en octobre 2022. Avec 1,2 million d'euros, distribués aux 73 assos et établissements sélectionnés, il permet à ces derniers de se mobiliser concrètement.

Les universités et autres écoles « ont un peu changé de mentalité », remarque Iris, qui préside l'[Observatoire étudiant des violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur](#). Elle-même victime et témoin de violences quand elle était étudiante à HEC en 2019, à l'époque, elle a cherché des réponses et un soutien, sans succès.

Dans les couloirs des facs, « on n'est pas sûres que les choses aient réellement changé », nuance la jeune femme qui ajoute : « En 2019, les établissements avaient peur d'être stigmatisés s'ils mettaient en œuvre des dispositifs de lutte contre les violences. Ce n'était pas la norme, ils craignaient qu'on pense qu'ils avaient quelque chose à se reprocher. Depuis que [certains scandales ont éclaté dans l'enseignement supérieur](#), difficile de nier le côté systémique des violences. De nombreuses étudiantes leur demandent de rendre des comptes. »

« Les écoles s'impliquent et la société bouge », abonde Jérôme Moreau, vice-président de France Victimes, asso qui travaille avec des facs et écoles sur les cellules d'écoute : « C'est courageux de leur part de lever le silence et de libérer la parole dans un espace-temps où c'est médiatiquement très sensible et qu'on sait, en plus, qu'on va avoir des faits. Mais d'un autre côté, les taire c'est prendre le risque que les victimes se suicident faute d'accompagnement. »

« Ce seul cas a justifié l'existence même du dispositif »

[Parmi les plus gros projets de l'appel](#) lancé par ministère en 2022 figure celui de l'université de Franche-Comté. À sa tête Macha Woronoff, qui prend sous son aile

la formation et le bien-être de près de 30 000 étudiants. « L'université ne peut pas tout réparer, mais elle joue son rôle et a une dimension sociale et une dimension sociétale. Nous avons lancé le 8 mars 2021 une ligne d'écoute tenue par des étudiants de master de psychologie et en parallèle nous mettons en place SOS, un dispositif global de signalement des actes de violence, discrimination et harcèlement sexiste. Plus largement, tout fait de haine, y compris anti-LGBT. »

L'ensemble s'adresse aussi bien aux victimes qu'aux témoins, élus, enseignants et personnels administratifs. La plateforme de signalement a, elle, été lancée le 8 novembre de la même année. « Nous avons eu, sur l'année 2022, 44 signalements : 25 femmes et 15 hommes, 34 étudiants sur les 44. Et des faits au sein de l'université comme à l'extérieur », poursuit la présidente de l'université : « Avec la cellule d'écoute, entre 2021 et 2022, nous avons réussi à récupérer deux étudiants allaient passer à l'acte et que nous avons aiguillés dans une filière de soin. Entre Toussaint et Noël, l'an dernier, nous avons aussi eu un appel, qui a duré presque une heure trente. Ce seul cas a justifié l'existence même du dispositif. »

L'université Franche-Comté n'est évidemment pas la seule à mettre en place ce genre de dispositif. Clermont-Ferrand a aussi créé une cellule d'écoute, composée de 14 membres, dont 2 étudiants. Lille de son côté propose des demi-journées de sensibilisation « pérennes et annuelles » pour les étudiants et personnels et avait pour ambition de recruter un CDD « à temps plein ».

Quant à Sciences-po Paris, l'école a lancé un plan de formation à la lutte contre les VSS « à destination des différents acteurs » et a fait un point d'étape fin février. Le dispositif « professionnalisé d'écoute, de prise en charge et de signalement des victimes présumées » a été déployé avec France Victimes et des enquêtes internes ont été lancées « après chaque signalement, grâce au travail de la cellule d'enquêtes internes préalables (CEIP), professionnelle ». La cellule pour l'année 2023 a lancé 51 enquêtes après signalement et 42 ont été finalisées avec une durée moyenne de 2,3 mois. 4 dossiers ont ainsi été traités sur le plan disciplinaire avec une mesure d'exclusion d'un an et des mesures de responsabilisation pour 3 étudiants.

45 % d'établissements sans dispositif de lutte

Les projets sont nombreux, mais les dispositifs pas toujours harmonisés, notamment pour les cellules d'écoute. « Il n'y a pas de missions ni de feuille de route pour ces dispositifs. Nous comptons environ 45 % d'établissements sans aucun dispositif de lutte contre les violences sexistes et sexuelles », alerte l'Observatoire étudiant des violences sexuelles et sexistes dans l'Enseignement supérieur : « Quand des cellules d'aide et d'écoute existent, soit elles sont composées d'étudiantes elles-mêmes, comme à Agro Paris Tech, soit de personnels administratifs non formés qui prennent cette charge en plus de leur travail, soit d'un psy qui intervient quelques jours par semaine et qui est plutôt spécialisé sur la

gestion du stress, pas sur les violences sexistes et sexuelles. Enfin, quelques cellules sont externalisées et confiées à des associations spécialisées. »

« Le dispositif est confidentiel et on ne fait rien sans l'accord des victimes »
Jérôme Moreau, France Victimes

C'est le cas de France Victimes. « Nous avons des conventions avec un certain nombre d'écoles comme Centrale Lille, Sciences-po Paris, Supélec, Pont et Chaussées à Lyon », liste Jérôme Moreau de France Victimes, « et des numéros dédiés qui permettent d'aménager les horaires et les prises en charge. Le dispositif est confidentiel et on ne fait rien sans l'accord des victimes. On sait recueillir et soutenir, de la commission des faits à un éventuel procès. » Pour l'Observatoire, les cellules de veille et d'écoute des établissements peuvent être internalisées ou externalisées, tant qu'elles sont gérées par des personnes formées et compétentes qui vont pouvoir accueillir la parole des victimes et les réorienter vers des dispositifs d'accompagnement si besoin.

Un constat partagé par France Victime, qui prêche pour sa paroisse : « Les cellules d'écoute [non professionnelles, NDLR] peuvent être dangereuses pour les victimes, car l'accompagnement du psycho trauma ne se décrète pas ! Quant à la procédure pénale, il faut être armé pour les orienter sur ceux qui savent. Les droits des victimes doivent être protégés et à trop médiatiser les choses, on peut aboutir à des destructions de preuves ou des témoignages faussés. Mais comme on n'a pas le temps de professionnaliser ces cellules, les associations doivent orienter et recueillir la parole. Et quand on a 20 ans, ce n'est pas facile. »

D'autant qu'au delà de la formation se pose la question des moyens. « À l'heure actuelle, on priorise la cellule d'écoute. Mais on essaye aussi de financer notre plan de communication, on imagine des kakémonos, des cartes postales, 10 000 cartes spécifiques pour la cellule SOS au format carte bleue, 4 000 affiches A3 et 4 000 A4 », énumère Macha Woronoff. Des coûts qui ne peuvent être couverts en totalité l'appel à projet.

« Au bout d'un moment, les chiffres vont diminuer, et les situations se tarir », tente de projeter Jérôme Moreau de France Victimes : « Mais ça ne descend pas assez : il y a des victimes derrière... »

<https://www.leparisien.fr/etudiant/vie-etudiante/violences-sexistes-et-sexuelles-dans-lenseignement-superieur-les-ecoles-simpliquent-et-la-societe-bouge-RWRBQF4QWJFMDLHYFINJMZRPE4.php>

Coup de pouce aux boursiers : les syndicats étudiants saluent le geste du gouvernement

L'État a annoncé ce mercredi 29 mars une enveloppe d'un demi-milliard d'euros afin que 35 000 étudiants supplémentaires deviennent boursiers. Cette somme va aussi permettre une légère hausse des mensualités, de 37 euros, pour les 720 000 jeunes déjà aidés.

Par le jeu des échelons liés aux revenus des parents, de nombreux étudiants en difficulté se trouvent privés de bourses. Des précaires que l'on retrouve dans les files d'attente des distributions alimentaires organisées chaque semaine, comme ici par l'association Linkee. LP/Olivier Arandel

6

Par [Thomas Poupeau](#)

Le 29 mars 2023 à 18h17

C'est une réforme attendue depuis des lustres par les presque 3 millions d'étudiants en France, en proie à une précarisation grandissante. Ce mercredi, la ministre de l'Enseignement supérieur [Sylvie Retailleau](#) a dévoilé les premières mesures pour réformer le système de bourses. Principale annonce : une enveloppe d'un demi-milliard d'euros. Cette somme sera répartie sur plusieurs « points d'amélioration », a précisé la locataire de la rue Descartes : les bourses, mais aussi « l'accès au logement » et la « restauration ».

Dans le détail, 35 000 étudiants issus des classes moyennes pourront devenir boursiers et rejoindre les 720 000 jeunes déjà aidés. Objectif : élargir dès la rentrée prochaine le spectre de ceux qui peuvent prétendre à une aide financière. Car, par le jeu des échelons liés aux revenus des parents, de nombreux étudiants en difficulté se trouvent privés de bourses.

Des précaires que l'on retrouve dans [les files d'attente interminables aux distributions alimentaires](#) organisées chaque semaine dans plusieurs villes de France. Les nouveaux entrants dans le système sont « issus des classes moyennes », précise Sylvie Retailleau.

« C'est la plus forte hausse en dix ans »

Concrètement, un enfant de deux employés au salaire moyen (1 801 euros net chacun) sera désormais éligible. Combien toucheront-ils ? 1 450 euros en tout, versés sur dix mois. Une somme, précise le ministère, qui « s'accompagne des avantages associés : exonération des frais d'inscription, [repas à 1 euro au Crous](#), priorité pour un logement universitaire... » Pas de généralisation, donc, du repas à 1 euro dans les facs, comme le demandaient plusieurs syndicats. Une proposition de loi en ce sens avait été présentée en février, mais [retoquée par les parlementaires](#).

Au-delà des nouveaux entrants dans le système, une hausse de 37 euros mensuels sera appliquée pour tous les boursiers, a aussi annoncé Sylvie Retailleau, soit une augmentation de 34 % pour le premier échelon. « C'est la plus forte hausse en dix ans », commente la ministre. Par ailleurs, 140 000 boursiers actuels vont basculer à l'échelon supérieur, « en tenant mieux compte de leur situation familiale », dit-elle, soit une hausse de 66 à 127 euros par mois.

Reste un problème central : en cas d'augmentation faible des salaires de leurs parents, certains jeunes se retrouvaient avec des bourses considérablement réduites, voire privés d'aides. « Ces effets de seuil seront neutralisés cette année, en attendant de les supprimer définitivement », promet Sylvie Retailleau. À la rentrée, aucun étudiant ne verra sa bourse diminuer d'un montant supérieur à l'augmentation des revenus des parents, promet-elle.

Pas de « chèque en blanc »

Félix Sosso, porte-parole du syndicat étudiant Fage, se félicite de ces annonces. « On a là des mesures de bon sens, juge-t-il. Mais attention, il faut pérenniser cela, pour changer structurellement le modèle. Le fait qu'on soit plutôt satisfait de la première étape n'est pas un chèque en blanc pour le gouvernement... »

Même son de cloche à l'Unef, où l'on reconnaît également que « la somme est significative », tout en continuant de militer pour la [création d'une allocation autonomie de 1 200 euros](#). « Moins de 30 % des étudiants sont actuellement boursiers. Or, on sait que la précarité ne s'est pas arrêtée avec la fin du Covid-19 et touche bien plus de jeunes. Il faut en prendre la mesure », estime Samya Mokhtar, vice-présidente du syndicat.

Les annonces de Sylvie Retailleau interviennent alors que la [mobilisation](#) contre la réforme des retraites grandit dans les amphis. Un simple hasard ? « Le planning était connu dès octobre, à quelques jours près », assure la ministre. De quoi calmer le mécontentement ? « Il y a une colère qui s'exprime, mais sur ce sujet (...), il y a là des signes très concrets de ce qu'ils auront en 2023, et nous allons poursuivre les concertations sur le modèle final des bourses. Le contrat est rempli. »

<https://www.leparisien.fr/societe/coup-de-pouce-aux-boursiers-les-syndicats-etudiants-saluent-le-geste-du-gouvernement-29-03-2023-ZLP56O5BV5HLFPUFURRE6RCWHQ.php>

À Perpignan, le resto solidaire a trouvé un toit

Créé en 2020, le Miam Collectif, restaurant solidaire du centre de Perpignan (Pyrénées-Orientales) a surmonté l'épreuve du Covid. Aujourd'hui, il va déménager pour s'ancrer définitivement dans le paysage.

Dans la cuisine du Miam Collectif, debout de gauche à droite : Odile (bénévole), Wilfried et Léa (tous deux salariés de l'association), Gigi (bénévole), Camille (salariée de l'association). Assis : Juliette et Adrien ((bénévoles). LP/Yann Kerveno

Par [Yann Kerveno](#)

Le 5 avril 2023 à 09h00

Les disquenses du chantier d'à côté parlent fort mais ne peuvent pas couvrir le bruit de la belle histoire qui s'est jouée ici, place Rigaud, [en plein centre de Perpignan](#) et que nous raconte Camille Rosa, initiatrice et aujourd'hui salariée du projet. Le Miam Collectif, [restaurant solidaire](#), a servi ses premiers couverts en janvier 2020, quelques semaines avant le premier confinement. « Ce que nous voulions, c'était mener une action destinée à créer du lien social par l'alimentation, parce que c'est un vecteur puissant », résume-t-elle.

La place Rigaud ? C'est l'intime centre de Perpignan, la limite que les touristes ne franchissent pas forcément, ou pas tous. « Nous voulions aussi lutter contre la désertification du centre, les magasins fermés et ce que leur fermeture supprime de possibilité de rencontres. » Et puis il y a la dimension sociale. Perpignan est une ville pauvre et le quartier d'à côté, Saint-Jacques, est un des plus pauvres de France... Autant de raisons qui consolident le projet et sa raison d'être.

« Chacun est libre de donner ce qu'il veut »

Camille Rosa, à l'origine de Miam Collectif

Tous les midis, le Miam Collectif, qui est hébergé par le café Atmosphère, propose des repas de qualité à prix « volontaire » : « Au départ, nous étions partis sur un prix complètement libre, mais c'est difficile à gérer. Il a fallu qu'après de nombreuses discussions, nous imposions un prix minimum de deux euros. À partir de là, chacun est libre de donner ce qu'il veut en fonction de ses moyens sachant que notre coût d'équilibre est à 9 euros par repas. Ce sont les clients qui acceptent de payer plus, mais au niveau de ce qu'il dépenserait ailleurs finalement, dans un autre restaurant, une quinzaine d'euros, qui nous permettent d'essayer d'atteindre l'équilibre. »

Manger bon et sain

Mais ce que Camille Rosa veut que l'on retienne, c'est que la cuisine servie au Miam Collectif n'a rien à envier à un restaurant commercial classique. « Notre

ambition c'est que chacun puisse manger bon et sain. Nos repas sont végétariens, les fruits et légumes frais proviennent de rebuts de la distribution, nous avons noué des partenariats avec Biocoop, depuis le début, et plus récemment avec ProNatura. Nous cuisinons tout et tout est dressé comme dans un restaurant, avec une jolie déco, de belles assiettes... »

Ce ne sont pas moins d'une centaine de bénévoles, « dont une trentaine d'hyperactifs » sourit Camille Rosa, qui viennent épauler les trois salariés de l'association à la cuisine et au service, à raison de 38 couverts par jour en moyenne. Aujourd'hui, le Miam Collectif voit plus grand et a trouvé un établissement à racheter à quelques dizaines de mètres du café l'Atmosphère, toujours dans le centre de Perpignan.

« Nous avons décidé d'acheter pour être chez nous, pouvoir mettre en place plus d'activités, des partages de connaissances, un café associatif en plus du restaurant. C'est un budget important, 120000 euros en tout pour pouvoir acquérir les murs et remettre le restaurant en état de marche. Nous nous sommes appuyés sur les banques, nos partenaires, la Région et le Département, nos adhérents aussi et nous avons ouvert un financement participatif pour nous aider à compléter l'enveloppe sur 15 000 euros », explique encore Camille Rosa. Et mieux accueillir une clientèle chaque semaine plus nombreuse. Et plus solidaire.

Pour contribuer au financement participatif :

<https://www.helloasso.com/associations/miam-collectif/collectes/le-miam-collectif-demenage>

<https://www.leparisien.fr/pyrenees-orientales-66/a-perpignan-le-resto-solidaire-a-trouve-un-toit-05-04-2023-KST2NB743ZEIXN7AGFTG3JVRTE.php>

« Super Mario Bros, le film » : Comment les jeux vidéo sont devenus les doudous de la génération X

nostalgie Alors que sort le film « Super Mario Bros », qu'un futur opus de « Zelda » approche et que triomphent « Hogwarts Legacy » et « Animal Crossing », « 20 Minutes » a interrogé ses lectrices et lecteurs sur leurs rapports nostalgiques aux jeux vidéo

[Benjamin Chapon](#)



[Twitter](#)



Un écran du jeu vidéo « Super Mario World » — *Nintendo Entertainment*

- *20 Minutes* a demandé à ses internautes quel rapport ils et elles entretenaient avec leurs jeux vidéo préférés.
- Alors que sort *Super Mario Bros, le film*, nombre d'entre vous considèrent les jeux vidéo de votre enfance comme de véritables doudous.
- « Pour toute une génération, le jeu vidéo c'est la madeleine de Proust ultime. On a tous nos jeux madeleine », constate Cyril Drevet, spécialiste de la pop culture et animateur de l'émission culte *Télévisator 2*, qui fête ses 30 ans.

Mercredi soir, devant un cinéma de banlieue parisienne, la file d'attente pour voir [Super Mario Bros, le film](#) ne compte que deux enfants. Certes, il y a école le lendemain, mais tout de même. Sébastien, 43 ans, se justifie d'être venu sans ses enfants de 8 et 12 ans. « Je suis plus [fan de Super Mario](#) qu'eux, et je veux voir le film avant pour vérifier que ça leur plaira. » Le quadra envisage donc de voir le film deux fois... Plus loin, Natacha, 40 ans tout juste, est venue avec sa fille de 9 ans, Clara. « Je l'ai un peu forcée à venir, rigole-t-elle. Quand elle est née, je lui ai acheté un doudou Koopa Troopa, mais en vrai c'était surtout pour moi ! »

A l'instar de Natacha, de nombreux fans de Super Mario considèrent [ce jeu vidéo](#) comme une madeleine de Proust. Parmi les internautes de *20 Minutes* qui ont [répondu à notre appel sur le sujet](#), Isabelle confesse que « les vieux Super Mario,

les Yoshi et les Kirby, leur côté mignon, rappellent l'enfance et aident à oublier les difficultés de l'âge adulte. » Mais il n'y a pas que Mario et Luigi qui font cet effet sur les adultes d'aujourd'hui et joueurs d'hier. « J'ai commencé à jouer à *Minecraft* à 16 ans en 2011, raconte Morgane. Depuis, ce jeu a toujours été mon refuge. Ses maps immenses et vides à explorer, ses musiques douces, ses paysages.... Le concept du *sandbox* aussi. J'y avais recréé pendant le confinement la maison que nous achetions et que nous aurions dû habiter... le 31 mars 2020 ! Échéance reportée à mai à cause du confinement. »

« Un jeu qui te transporte et t'apaise »

Le jeu vidéo qui console, Cyril Drevet connaît bien ce phénomène. L'animateur de l'émission culte *Télévisator 2* vient justement de [fêter les 30 ans de l'éphémère programme de France dédié aux jeux vidéo](#), entre mars 1993 et août 1994. « Pour toute une génération, le jeu vidéo c'est la madeleine de Proust ultime. On a tous nos jeux madeleine. Moi, j'en ai plusieurs, *Burger Time*, ça me rendait fou, mais avant il y a eu *Space Invader* que j'ai découvert en pension dans le foyer. J'ai pris la foudre quand j'ai découvert ce jeu. Puis *Bomberman* sur Super Nintendo qui reste un de mes jeux fétiches. »

« Pendant le confinement, [j'ai joué comme un ouf à *Animal Crossing*](#), c'est un jeu qui te transporte et t'apaise, comme les jeux de ton enfance, presque comme un doudou... Ça vaut une séance de yoga ! »

Ainsi de nombreux gamers, assidus aux sorties de jeux vidéo récents, restent étrangement attachés aux premiers opus de sagas. Comme Antonio, adepte de *Tomb Raider* : « Ce jeu m'a totalement bouleversé à l'époque ! Je n'avais qu'une dizaine d'années mais j'étais époustoufflé par le réalisme des décors. J'aime toujours autant cette série même si les premiers sont ma madeleine de Proust. »

Nostalgie IRL

On retrouve ce même sentiment chez Ketzaal : « Je suis très attaché aux jeux de mon enfance comme *The Legend of Zelda* ou encore *Pokémon*, je prends toujours plaisir à y rejouer par nostalgie. Ça me rappelle ces moments où on se retrouvait avec les copains dans la cour de récré pour partager notre avancée et nos découvertes sur ces jeux, ou les après-midi à jouer à [Mario Kart](#) sur la Nintendo GameCube... »

Aussi virtuels soient-ils, les univers de jeux vidéo suscitent de souvenirs de moments bien réels. Guillaume, 33 ans, « baigne dans les jeux vidéo » depuis son enfance : « La licence de mon enfance restera Mario, encore aujourd'hui je ne rate aucun des nouveaux jeux qui sortent. Mais le jeu qui m'a marqué, je l'ai découvert quand j'avais 19 ans, en 2009, c'est *World of Warcraft*, [un univers très riche, une histoire passionnante](#) et prenante qui peut s'écrire en des dizaines de tomes, une musique exceptionnelle, et surtout, un gameplay social qui m'a marqué... C'est à travers *WoW* que j'ai fait la connaissance de très bons amis, encore aujourd'hui,

des amis que j'ai vu IRL au fil du temps, certains qui se sont même mariés en jeu puis en vrai ! »

Super Mario a eu des enfants

Si [cette nostalgie est aujourd'hui possible](#), c'est aussi parce que le jeu vidéo est désormais un loisir et une culture acceptable. « A l'époque de *Télévisator 2*, l'ambiance était très négative vis-à-vis des jeux vidéo dans les médias, se rappelle Cyril Drevet. Nous, on a apporté une vision différente, on a vraiment transmis notre passion du jeu vidéo et de la pop culture. A l'époque, on appelait ça la culture gaming... »

Une culture devenue grand public et transgénérationnelle. « Les pères et mères des enfants d'aujourd'hui étaient les joueurs d'hier, et n'ont pas la même approche que les parents de notre époque, poursuit Cyril Drevet. Les parents des années 1980 et 1990 étaient hostiles aux jeux vidéo. La mentalité dans la société n'est plus la même, les jeux vidéo sont traités avec plus de respect. »

Le pixel en héritage

Et si les parents continuent de rejouer aux vieux jeux (ou aux nouvelles versions des anciens jeux), la nouvelle génération de joueur se fabrique également des souvenirs pour les décennies à venir. « Actuellement je joue à *Hogwarts Legacy*, raconte Morgane. Ce jeu m'emporte et m'apporte un sentiment de plénitude : l'unique chose au monde que je ne pourrais jamais faire, aller à Poudlard, est accessible au bout du clavier ! C'est grisant... »

« On est dans un univers où on est de plus en plus sollicité, constate Cyril Drevet. On ne peut pas jouer à tous les jeux auxquels on voudrait jouer, c'est impossible. En plus, depuis les années 1980, se sont ajoutés les mangas, les séries, les films... La pop culture, c'est tout un univers qui s'enrichit. Mais au milieu de tout ça, il y a toujours des jeux vidéo qui auront marqué toute une génération, et pour longtemps. Tu ne connais pas un gamin qui n'a jamais joué à *GTA*, *Fifa* et *Call of Duty*. »

<https://www.20minutes.fr/culture/4031547-20230408-super-mario-bros-film-comment-jeux-video-devenus-doudous-generation-x>

Marcher 8 000 pas une à deux fois par semaine réduit le risque de mortalité

Marcher 8 000 pas, soit près de 6,4 km, une à deux fois par semaine réduit de façon importante le risque de mort précoce, selon une étude portant sur 3 101 adultes américains.

En moyenne, les Américains marchent 3 000 à 4 000 pas par jour. LP / Matthieu Turel

Par Le Parisien avec AFP Le 28 mars 2023 à 23h55

Une longue marche seulement deux fois par semaine pour vivre plus longtemps ? S'il est connu que la pratique d'une activité physique régulière réduit le risque de mortalité, une étude publiée dans [la revue JAMA Network Open](#) s'est intéressée aux bienfaits pour la santé d'une marche intense seulement quelques jours par semaine. Et les résultats sont très positifs : marcher 8 000 pas, soit près de 6,4 km, une à deux fois par semaine réduit de façon importante le risque de mort précoce.

Les chercheurs de l'université de Kyoto et de l'université de Californie à Los Angeles ont analysé des données portant sur 3 101 adultes américains. Ils ont constaté que ceux qui marchaient 8 000 pas ou plus, une ou deux fois par semaine, avaient 14,9 % moins de chances de mourir sur une période de 10 ans que ceux qui n'atteignaient pas ce palier.

Pour ceux qui faisaient [ces longues marches trois à sept fois par semaine](#), le risque de mortalité tombait encore davantage, de 16,5 %. Les bénéfices sur la santé de ces randonnées de 8 000 pas ou plus, une à deux fois par semaine, semblent encore plus marqués pour les personnes âgées de 65 ans et plus.

4 000 pas par jour en moyenne

« Le nombre de jours par semaine où [quelqu'un marche 8 000 pas ou plus](#) a été associé (lors de l'étude) à un risque moins grand de mortalité cardiovasculaire et de toutes les autres causes », selon les scientifiques. « Ces travaux suggèrent que les individus peuvent obtenir des bénéfices importants pour leur santé en marchant seulement quelques jours par semaine », poursuivent-ils.

Pour cette étude, les chercheurs ont étudié les pas quotidiens recensés par les participants entre 2005 et 2006 puis étudié leur mortalité dix ans plus tard. Parmi les participants, 632 personnes n'ont pas réussi à atteindre la limite de 8 000 pas au moins un jour par semaine ; 532 personnes les ont atteints ou dépassés une à deux fois par semaine ; et 1 937 personnes l'ont fait trois à sept fois par semaine.

En moyenne, les Américains marchent 3 000 à 4 000 pas par jour, selon les données de la Mayo Clinic, qui précise que la marche en tant qu'activité physique

régulière peut réduire le risque de maladie cardiaque, d'obésité, de diabète, de pression artérielle élevée et de dépression.

<https://www.leparisien.fr/societe/sante/marcher-8-000-pas-une-a-deux-fois-par-semaine-reduit-le-risque-de-mortalite-28-03-2023-5ZZYF42UTZBEXB27Z7QLZBPCJY.php>

Nitrites : l'État demande aux industriels d'incorporer moins d'additifs nitrés dans la charcuterie

Le gouvernement a présenté un plan d'action visant à réduire de 20 % d'ici un mois les nitrites présents dans plusieurs produits comme les lardons, les rillettes et le jambon.

En juillet dernier, l'agence sanitaire Anses avait confirmé le lien entre exposition aux nitrites et risques de cancer. (Illustration) LP/Olivier Arandel

Par Le Parisien avec AFP Le 28 mars 2023 à 11h44

Moins de nitrites dans les lardons, rillettes et jambons. À l'occasion d'un plan d'action, présenté lundi aux professionnels, le gouvernement a demandé aux industriels de réduire [les additifs nitrés d'environ 20 % d'ici un mois pour les produits de charcuterie](#) de grande consommation.

À plus long terme, d'ici six à 12 mois, la teneur en nitrites des « produits de la charcuterie les plus consommés en France, notamment les saucisses, saucissons cuits, pâtés, rillettes, andouilles et andouillettes » devra avoir diminué d'environ 25 %, et d'au moins 30 % pour les jambons, selon les ministères de l'Agriculture et de la Santé. La réduction sera plus forte pour les saucisses fraîches type chipolatas : leur teneur devra diminuer de 30 % pour fin avril, et être nulle d'ici un an.

Selon le ministère de l'Agriculture, ces objectifs seront inscrits dans le code des usages de la charcuterie, qui fait référence pour les professionnels du secteur et « sert de base aux contrôles opérés par les services de l'État », a-t-il souligné auprès de l'AFP.

Les associations déçues

Un plan de recherche et d'innovation sera mis en œuvre dès cette année, avec l'objectif de [« tendre vers la suppression de l'utilisation des nitrites dans la plupart des produits »](#) d'ici cinq ans, sans les abandonner totalement. Les artisans et industriels de la charcuterie, représentés par la CNCT et la FICT, se sont dits prêts à mettre en œuvre ce « plan de réduction ambitieux », qui confirme par ailleurs « que l'interdiction des nitrites n'est pas la solution ».

À ce stade, « la science ne permet pas de dire qu'il y a des alternatives possibles aux nitrites, ni que les supprimer serait la meilleure solution pour garantir la santé des consommateurs », qui pourraient alors être exposés à des bactéries comme la listériose, selon le ministère.

L'agence sanitaire Anses avait confirmé en juillet [le lien entre risque de cancer et exposition aux additifs nitrés](#), conduisant le gouvernement à travailler sur ce plan qui devait initialement être présenté à l'automne dernier.

Mais le résultat déçoit les associations, notamment Foodwatch et la Ligue contre le cancer, qui réclamaient l'interdiction totale de ces additifs. « Jusqu'à 4 000 nouveaux cas de cancers par an liés à la consommation de viande transformée pourraient être évités en interdisant ces additifs », ont-elles réagi dans un communiqué. Toutes deux y « dénoncent la frilosité du gouvernement, qui se contente surtout de réductions sur base d'engagements volontaires des industriels ».

Convaincre à l'échelle européenne

Sans plus de détails, le gouvernement « prévoit un accompagnement des filières dans la modification des procédés de fabrication et des recettes » pour respecter ces seuils. Il dit aussi vouloir porter le sujet « au niveau européen, pour que nos normes deviennent celles » utilisées par les 27 pays de l'UE.

D'après les charcutiers, « les teneurs maximales en nitrites sont déjà inférieures de 20 % à la réglementation européenne ». Avec ce nouveau plan, « elles seront de 35 à 40 % inférieures, faisant de la France le pays avec les teneurs les plus basses d'Europe, avec le Danemark ».

L'analyse de l'Anses rejoint la classification du Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui avait, en 2015, classé la viande transformée comme cancérigène.

Historiquement, les charcutiers recourent à ces composants pour allonger la durée de conservation des produits et prévenir le développement de bactéries pathogènes à l'origine notamment du botulisme, une affection neurologique grave largement oubliée du fait des progrès sanitaires. Ce sont eux qui donnent [sa couleur rose au jambon, naturellement gris](#). La France compte 300 industriels de la charcuterie salaison « qui fabriquent 1,2 million de tonnes de produits » par an, selon l'interprofession Inaporc.

<https://www.leparisien.fr/societe/sante/nitrites-letat-demande-aux-industriels-dincorporer-moins-dadditifs-nitres-dans-la-charcuterie-28-03-2023-SJ35E4IUEFBTHMAN3IB5UGOTXA.php>

Vous restez assis plus de 8 heures par jour ? Pourquoi c'est mauvais pour votre santé

Si l'exercice physique est si bénéfique, c'est parce que la sédentarité est absolument délétère pour l'organisme.

« Dans notre vie quotidienne, où l'on passe beaucoup de temps sur les écrans, il a été démontré que se lever et marcher pendant au moins quelques minutes, toutes les heures, avait un effet bénéfique sur les muscles, les tendons, l'équilibre, la glycémie... » souligne le docteur Lecerf. LP/Yann Foreix

Par [Docteure Martine Perez](#) Le 27 mars 2023 à 09h23

Bouger, c'est bien. Mais « si vous faites une heure de sport par jour et que les 23 autres heures vous [restez assis ou allongé](#), ça ne va pas », explique Jean-Michel Lecerf, nutritionniste à l'Institut Pasteur de Lille. Votre heure de sport n'efface que très peu [les effets négatifs de la sédentarité](#), c'est-à-dire le fait de ne pas bouger pendant de longues heures consécutives. Rester sur son fauteuil rivé à un écran, par exemple...

Pourquoi est-ce aussi néfaste pour l'organisme ? « En position assise, les muscles des jambes ne sont pas sollicités et cela a des conséquences sur tout l'organisme. Le débit artériel dans les jambes diminue, entraînant des dysfonctions en cascade, décrit le professeur Martine Duclos, endocrinologue et physiologiste. La tension artérielle augmente, la glycémie aussi. Il y a même une diminution de la perfusion sanguine au niveau du cerveau avec, à court terme déjà, une perturbation de la mémoire et de l'efficacité intellectuelle. À moyen-long terme, cette sédentarité augmente le risque de maladies cardiovasculaire, de diabète et d'obésité. »

Surpoids, diabète, fatigue...

Diverses stratégies peuvent être mises en place contre cette sédentarité délétère. « Dans notre vie quotidienne, où l'on passe beaucoup de temps sur les écrans, il a été démontré que se lever et marcher pendant au moins quelques minutes, toutes les heures, avait un effet bénéfique sur les muscles, les tendons, l'équilibre, la glycémie... » assure le docteur Lecerf.

Si l'activité physique ne fait pas maigrir, elle prévient le surpoids et l'obésité et permet de réduire la masse grasse viscérale, stockée dans l'abdomen, la plus dangereuse sur le plan cardiovasculaire. Elle augmente la masse musculaire qui contribue à l'élimination du sucre et des graisses. La diminution de la mortalité globale est directement proportionnelle à la force musculaire et à l'endurance. Par ailleurs, une méta-analyse a mis en évidence récemment que l'activité physique régulière réduisait de 50 % le risque de diabète.

Enfin, n'oublions pas que c'est la seule pratique qui permet de lutter contre la fatigue — y compris chez les personnes atteintes de cancer — et qu'elle diminue le risque de dépression et d'anxiété. Tout cela, sans effet secondaire.

<https://www.leparisien.fr/societe/sante/vous-restez-assis-plus-de-8-heures-par-jour-pourquoi-cest-mauvais-pour-votre-sante-27-03-2023-RQUEXXQWLFGMZG7AYBMK5SNB4E.php>

[Rhône](#)

Des vélos-cargos en libre-service à Lyon

Le Grand Lyon vient de mettre en service des vélos utilitaires partagés. Ces vélos-cargos à assistance électrique sont pratiques pour transporter des enfants ou faire ses courses en ville.

Comme à Manchester ou Amsterdam, le Grand Lyon expérimente les vélos-cargos : la métropole vient de mettre en service 20 deux-roues à assistance électrique.
LP/Cyril Michaud Par [Cyril Michaud, correspondant à Lyon \(Rhône\)](#)

Le 27 mars 2023 à 08h00

Après avoir été la première ville de France à proposer en 2005 des [vélos en libre-service](#) (les Vélo'v) à ses habitants, Lyon continue d'innover. La Métropole vient de mettre en service des [vélos-cargos](#) à assistance électrique, pratiques pour transporter les enfants à l'école ou simplement faire ses courses de la semaine. La flotte est constituée de 20 deux-roues, et c'est une première en France, assure le Grand Lyon.

« Ces longtails (*vélos rallongés*) sont en train de révolutionner la mobilité des familles en ville », observe Fabien Bagnon, vice-président de la métropole en charge de la voirie et des mobilités actives. Et leur prise en main n'est pas compliquée, apprécie l' élu : « Le conseil que je peux donner aux usagers, c'est surtout de ne pas regarder la petite roue de devant quand on conduit, mais d'avoir le regard fixé au loin. »

Pour pouvoir proposer ce nouveau service baptisé CargoVélo'v, la Métropole de Lyon et JCDecaux ont sollicité Cargoroo, un opérateur hollandais qui a déployé ce même modèle de vélo à Amsterdam (Pays-Bas) et Manchester (Angleterre). « Le système est simple d'usage. Vous repérez le vélo-cargo grâce à l'application Vélo'v qui permet de vérifier à distance le niveau de charge de la batterie », explique Fabien Bagnon. La location d'un cargo vélo coûte 8 centimes d'euros la minute.

Seule contrainte : le deux-roues doit être ramené là où il a été emprunté. « C'est un service expérimental », rappelle le vice-président du Grand Lyon. Une première évaluation du dispositif sera faite dans six mois, mais l'accueil des Lyonnais est déjà positif. « J'aime beaucoup. [Il est parfois difficile, voire dangereux](#), de se déplacer à vélo en ville avec ses enfants. Donc, c'est très appréciable », réagissait ce vendredi un usager rencontré à la station Vélo'v de la place Edgar-Quinet, dans le VI^e arrondissement.

<https://www.leparisien.fr/rhone-69/des-velos-cargos-en-libre-service-a-lyon-27-03-2023-3USHSLUOAFDONBPOP5QXPLZR3Q.php>

Société

Un enfant sur dix ne part pas en vacances, selon l'Insee

Les privations des enfants et de leurs parents sont toutefois à la baisse depuis une dizaine d'années.

En 2021, dans environ 10% des ménages, les enfants n'ont pas pu partir au moins une semaine en vacances. Mais il faut aussi y ajouter 9,4% des familles où seuls les adultes se sont privés de vacances. AFP/ Loïc Venance

Par Le Parisien avec AFP Le 24 mars 2023 à 08h23

Un enfant sur dix ne part pas en vacances [pour des raisons financières](#), et une proportion équivalente a des parents qui se privent de vacances pour qu'ils puissent partir sans eux, selon une étude de l'Insee parue jeudi.

« Au sein d'un même ménage, les enfants souffrent moins de certaines privations que leurs parents », note l'institut d'études statistiques dans cette étude portant sur les « privations matérielles » des ménages avec enfants. Ainsi, en 2021, dans environ 10 % des ménages, les enfants n'ont pas pu partir au moins une semaine en vacances. Mais il faut y ajouter 9,4 % des familles où seuls les adultes se sont privés de vacances.

Car « les adultes privilégient s'ils le peuvent les dépenses destinées aux enfants, quitte à se priver eux-mêmes », observent les auteurs de l'étude. Ainsi parmi les 11,3 % des parents ayant indiqué se priver de vêtements neufs, les trois quarts disent se débrouiller pour acheter malgré tout des vêtements à leurs enfants.

Baisse continue des privations depuis une dizaine d'années

Les privations sont toutefois moindres depuis une dizaine d'années, note l'Insee : en 2009, 17,4 % des enfants de moins de 15 ans ne pouvaient pas partir « au moins une semaine par an » en vacances, contre 11,8 % en 2014 et environ 10 % en 2021. Ces données sont issues d'une vaste enquête statistique sur les « ressources et conditions de vie » (SRCV) menée par l'Insee auprès de quelque 14 000 ménages, régulièrement interrogés sur leurs « privations ».

Au-delà de la seule question des vacances, un tiers des mineurs de moins de 15 ans [manquent d'au moins un « élément de confort courant »](#) sur une liste de 15, dont beaucoup concernent spécifiquement les enfants - comme par exemple disposer de jeux ou de vêtements neufs, ou d'un endroit adapté pour faire ses devoirs.

Et 10,6 % d'entre eux cumulent au moins trois privations sur 15. En 2009, ils étaient encore 16,7 % dans ce cas, puis 13,6 % en 2004, selon l'Insee, qui relève toutefois que « la baisse entre 2014 et 2021 peut avoir été [amplifiée par la pandémie de Covid-19](#) », car les contraintes sanitaires ont « limité les possibilités

de consommer et donc allégé temporairement les dépenses des ménages ». Les privations sont plus importantes au sein des familles monoparentales : 25 % des enfants concernés sont privés d'au moins trois éléments de confort, contre 10 % en général.

<https://www.leparisien.fr/societe/un-enfant-sur-dix-ne-part-pas-en-vacances-selon-linsee-24-03-2023-J3BGHNVPNZHQ5DWFTZX56CXF54.php>

- [L'OBS Société](#)

Depuis la réforme de la plateforme Affelnet, la mixité sociale a progressé à Paris



Le lycée Louis-le-Grand dans le 5e arrondissement de Paris, le 8 janvier 2020. (Olivier Coret/SIPA)

La réforme de l'affectation dans les lycées de Paris a changé le visage des classes de seconde, faisant reculer la ségrégation sociale de 40 % dans les lycées publics.

Par L'Obs avec AFP · Publié le [9 février 2023 à 10h26](#)

Les taux de mixité sociale et scolaire ont progressé [dans les lycées parisiens](#) grâce à la réforme de la plateforme d'affectation au lycée, Affelnet, il y a deux ans, selon un bilan du comité de suivi de cette réforme publié mercredi 9 février dernier.

La réforme d'Affelnet, à Paris, avait pour objectif d'[améliorer la mixité sociale et scolaire](#) dans les lycées publics de la capitale.

« *Au bout de deux ans, les objectifs ont été en grande partie atteints* », a commenté lors d'une conférence de presse au rectorat [Julien Grenet](#), professeur associé à PSE-Ecole d'économie de Paris. La ségrégation sociale – avoir des élèves de même origine sociale dans les mêmes établissements – recule de 40 % dans les lycées publics. La ségrégation scolaire – avoir des élèves du même niveau scolaire au même endroit – a, elle, reculé de 30 %, précise-t-il.

« *On voit que cette modification de paramètres a eu des effets de masse, elle a modifié la physionomie des lycées parisiens* », selon Julien Grenet, qui est aussi président du comité de suivi de la réforme Affelnet à Paris.

Une réforme qui se veut « équitable »

Pour Christophe Kerrero, recteur de l'académie de Paris, « *c'est une réforme qui se fait dans le temps et qui nécessite chaque année d'être réajustée pour faire en sorte qu'elle soit plus équitable* ». Il reste encore « *des lycées de niveau, dans*

l'ouest de Paris notamment, où la mixité ne progresse pas beaucoup », a ajouté Julien Grenet, estimant qu'il fallait encore faire « *des efforts* ».

Des freins à la mixité sociale et scolaire à Paris perdurent, note-t-il. « *Des formations continuent à recruter selon des procédures un peu dérogatoires, telles que les sections internationales, les classes à horaires aménagés. Mais le principal frein repose sur les lycées privés qui ne sont pas concernés par la procédure.* »

Dans une note d'analyse, Julien Grenet et Pauline Charoussat, chercheurs à l'École d'économie de Paris, préconisent une intégration de l'enseignement privé dans la procédure Affelnet, dont les modalités devront probablement être décidées au niveau national.

Aujourd'hui, « *le privé se voit exonéré de tout effort, de tout objectif de mixité sociale alors qu'il est financé à 73 % par l'Etat et les collectivités locales* », a lancé Julien Grenet.

Par [L'Obs avec AFP](#)

<https://www.nouvelobs.com/societe/20230209.OBS69351/depuis-la-reforme-de-la-plateforme-affelnet-la-mixite-sociale-a-progresse-a-paris.html>

- [L'OBS Société](#)

La consommation d'antidépresseurs chez les jeunes a augmenté de plus de 62 % entre 2014 et 2021



Pour la seule année 2021, l'augmentation est de +16 % pour les anxiolytiques, de +224 % pour les hypnotiques, de +23 % pour les antidépresseurs. (ERIC BERACASSAT / Hans Lucas via AFP)

Un rapport du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge alerte sur l'explosion de la prescription de psychotropes pour les enfants et adolescents. Un phénomène de surmédication qui n'est pas isolé et qui touche « des dizaines de milliers d'enfants ».

Par L'Obs avec AFP · Publié le [13 mars 2023 à 21h43](#) Temps de lecture 2 min

Les prescriptions de psychotropes pour les enfants et adolescents ont explosé et concernent des « *dizaines de milliers d'enfants* », de plus en plus atteints par la souffrance psychique et les troubles psychologiques mais confrontés à des capacités de soin insuffisantes, alerte le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA).

La consommation de psychotropes a doublé en dix ans chez les enfants. Un enfant sur 20 serait désormais concerné, relève le Haut Conseil dans un [rapport](#) intitulé « *Quand les enfants vont mal, comment les aider ?* », révélé dans [« le Parisien »](#) lundi.

La consommation de psychotropes chez l'enfant et l'adolescent a augmenté de +49 % pour les antipsychotiques, +62,58 % pour les antidépresseurs et de +155 % pour les hypnotiques et sédatifs entre 2014 et 2021, selon les données collectées par le HCFEA, organisme placé auprès du Premier ministre et chargé de conseiller le gouvernement.

Pour la seule année 2021, l'augmentation est de +16 % pour les anxiolytiques, de +224 % pour les hypnotiques, de +23 % pour les antidépresseurs.

« Ce phénomène de surmédication ne concerne pas des cas isolés mais bien des dizaines de milliers d'enfants. Ces niveaux d'augmentation sont sans commune

mesure [2 à 20 fois plus élevés] avec ceux observés au niveau de la population générale », indique le rapport.

« *Les chiffres sont inquiétants* », a commenté auprès de l'AFP, la secrétaire d'Etat à l'Enfance Charlotte Caubel.

Un « effet ciseau »

« *Les enfants sont nettement plus exposés que les adultes à la souffrance psychique et aux difficultés psychologiques, mais aussi à la médication* », souligne le Haut Conseil. « *L'offre pédiatrique, pédopsychiatrique et médico-sociale est en recul et ne permet plus d'accueillir dans des délais raisonnables (délais d'attente de 6 à 18 mois) les enfants et les familles* », selon le Haut Conseil.

Or « *le nombre d'enfants en difficulté psychique augmente* », à la fois faute de soins appropriés, et en raison d'effets comme « *la crise sanitaire, la guerre en Ukraine, l'éco-anxiété* ». D'où un « *effet ciseau* » : plus d'enfants en souffrance psychologique et moins de capacités pour les soigner.

Cette situation entraîne une « *aggravation de l'état de santé des enfants* », une « *augmentation des hospitalisations en urgence, des passages à l'acte suicidaires et de suicides chez l'enfant et l'adolescent* ». Et « *faute de soins adaptés, le recours à la seule prescription de médicaments psychotropes* ».

Or le rapport souligne qu'une grande partie de ces prescriptions se font hors autorisation de mise sur le marché, ces médicaments n'étant pas conçus pour les enfants. « *Les recommandations des autorités de santé en France sont de proposer en première intention des pratiques psychothérapeutiques, un accompagnement psychologique, éducatif et social* », explique à l'AFP la vice-présidente du HCFEA Sylviane Giampino. « *Les médicaments n'arrivent qu'en dernière instance et en complément. Or il s'avère que des enfants peuvent prendre des psychotropes et ne pas accéder à ces aides complémentaires.* »

« *Tout le monde nous dit "on ne sait pas où adresser les enfants car tout est saturé". Pendant ce temps l'enfant grandit, moins bien, les symptômes s'installent, s'aggravent* », ajoute cette psychologue de l'enfance.

Par [L'Obs avec AFP](#)

<https://www.nouvelobs.com/societe/20230313.OBS70778/la-consommation-d-antidepresseurs-chez-les-jeunes-a-augmente-de-plus-de-62-entre-2014-et-2021.html>

- [L'OBS Société](#)

Malbouffe et surpoids des enfants : l'ONG Foodwatch pointe du doigt les supermarchés



Des paquets de confiserie de différentes marques sur un rayon de supermarché (QUENTIN FALCO / Hans Lucas via AFP)

Selon l'ONG, un enfant sur six en France est en surpoids ou obèse et une majorité d'entre eux le restera à l'âge adulte.

Par L'Obs avec AFP · Publié le [22 février 2023 à 21h48](#) Temps de lecture 1 min
L'ONG de défense des consommateurs Foodwatch a appelé les supermarchés à mettre les bouchées doubles [pour protéger les enfants du marketing](#) qui leur vend des produits trop gras, trop sucrés ou trop salés, en interdisant « *immédiatement la publicité et le marketing ludique* » pour de tels produits.

Elle a adressé à différentes enseignes de distribution une lettre évoquant les méfaits de ces produits. Certains supermarchés ont répondu avoir déjà pris des mesures limitatives, d'autres s'y sont engagés.

Un enfant sur 6 en surpoids ou obèse

Entre emballages alléchants et publicités dédiées, la distribution alimentaire a un « *rôle clé* » à jouer face à la montée du surpoids et de l'obésité chez les enfants, affirme l'ONG, qui a publié ce mercredi 22 février un baromètre relatif au marketing de ces « *produits malsains* » ciblant les enfants. « *Les supermarchés jouent un rôle majeur dans le contenu de nos assiettes* », estime Foodwatch.

Un enfant sur six en France est [en surpoids ou obèse](#) et une majorité d'entre eux le restera à l'âge adulte, rappelle l'ONG.

Des distributeurs ont pris des engagements « *sérieux et à la hauteur de l'enjeu* », en promettant de bannir les publicités destinées à allécher les enfants de moins de 16 ans, relève Foodwatch.

C'est le cas de Biocoop, qui assure ne produire « *aucune publicité visant à instrumentaliser les enfants* » comme le prévoit sa « *convention communication* » applicable à tous les magasins de l'enseigne. Lidl a lui annoncé en janvier cesser la

publicité des aliments « *malsains* » ciblant les enfants et bannir pour ses propres marques les emballages ludiques. Intermarché s'est engagé à ce que tous les produits à « *identité enfants* » voient leurs recettes « *améliorées* », selon les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« **Des mesures réglementaires** » réclamées

Selon Foodwatch, les distributeurs Monoprix, Casino, Carrefour, Auchan, Leclerc et Système U « *sont entrés timidement dans la course* », en soulignant leurs efforts d'amélioration de leur responsabilité sociale mais sans répondre directement « *à l'urgence de protéger les enfants* » de ce marketing. Aucune des actions qu'ils ont présentées ne reprend l'intégralité des recommandations nutritionnelles de l'OMS, selon l'ONG.

D'autres distributeurs n'ont pas donné suite aux sollicitations de l'ONG, comme Aldi, Cora et Leader Price, indique Foodwatch.

L'ONG dit également continuer de négocier avec les chaînes de supermarchés jugées « *hésitantes* » et « *réclamer des mesures réglementaires* » au gouvernement.

L'OMS exhorte depuis des années les distributeurs à interdire le marketing de la malbouffe ciblant les moins de 16 ans, rappelle Foodwatch.

Par [L'Obs avec AFP](#)

<https://www.nouvelobs.com/societe/20230222.OBS69904/malbouffe-et-surpoids-des-enfants-l-ong-foodwatch-pointe-du-doigt-les-supermarches.html>